M Boniface NGULINZIRA, Ancien Ministre Rwandais des Affaires Etrangères et de la Coopération qui négocia les Accords de Paix d'Arusha abandonné le 11 avril 1994 par les casques bleus belges à la merci des miliciens et des militaires du Président Habyarimana

1. Circonstances de la mort de M. Boniface Ngulinzira

1. 1. Contexte

Mon mari était l'un des Rwandais les plus menaces. En effet, depuis qu'en 1991 il avait quitté le parti MRND (ancien parti unique du président Habyalimana pour adhérer au MDR rénové (Mouvement Démocratique Républicain), il était poursuivi par les inconditionnels du régime de feu Habyalimana. Le comble a été quand, en avril 1992, il a été présenté par son parti au poste de Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération, qu'il a été nommé ministre, et qu'il a commencé les négociations de paix avec le FPR à Arusha.

M NGULINZIRA Boniface s'est donné alors corps et âme à sa nouvelle mission. Pour lui, il fallait en finir avec la guerre fratricide qui opposait des Rwandais à d'autres Rwandais. Son désir le plus cher était que la paix vienne au Rwanda, que chaque Rwandais y trouve sa place et qu'il puisse contribuer au développement du pays.

La menace est devenue palpable à la fin de 1993. Il aurait pu s'enfuir, mais il savait qu'en partant il condamnait lui-même les Accords de Paix d'Arusha que le Président Habyalimana avait traité de chiffons de papiers.

Par ailleurs, comme tous les Rwandais, il avait confiance aux casques bleus de l'ONU en présence au Rwanda. il ne s'était jamais imaginé que ces militaires abandonneraient le Peuple Rwandais au moment où il avait le plus besoin d'eux. La Communauté internationale n'avait-elle pas soutenu a fond les négociations de paix entre le Gouvernement rwandais et le FPR ? De plus, Ia plupart des hommes politiques avaient la protection rapprochée des casques bleus, mon mari, lui, avait la protection rapprochée des casques bleus belges.

1. 2. Que s'est-il passe après l'attentat contre l'avion du Président ?

Le 6 avril 1994, aux environs de 19h30 ou de 20 h, un ami a téléphoné à la maison, il nous a dit que l'avion présidentiel aurait été descendu. Quelques minutes après, la Radio RTLM (Radio Télévision des Mille Collines) a diffusé la nouvelle, nous avons pressenti qu'un drame allait s'abattre sur le pays, nous n'avons pas dormi cette nuit-là.

Le lendemain (le 7 avril 1994), vers 5h du matin, nous avons entendu les premiers tirs localisés dans le camp des militaires de la garde présidentielle. C'était le premier signe de mécontentement et de violence de ces militaires qui étaient reconnus pour leur cruauté et leur servilité macabre au président Habyalimana. Peu après la radio officielle a diffusé un

communiqué enjoignant la population de rester tranquillement à la maison. C'était le deuxième signe qui présageait un drame. Les bourreaux allaient trouver facilement leurs victimes »

J'ai appelé mes enfants, je les ai réunis dans le corridor pour nous protéger des tirs éventuels et je leur ai dit: « J'ai un mauvais pressentiment je suis presque sure que les miliciens du MRND et du CDR vont de nouveau accuser votre père et s'en prendre aux Accords de Paix d'Arusha » Ma fille aînée m'a dit: « Maman, il ne faut pas tout dramatiser, si l'avion du président a été descendu ce n'est pas mon père qui l'a fait. Après tout, en négociant, mon père voulait la paix du peuple rwandais; je suis sure que les Rwandais finiront par le comprendre. »

Quelques minutes après, nous avons commencé à avoir des appels téléphoniques nous annon_ant l'assassinat de certaines personnalités politiques notamment celui du chef de cabinet du Ministre des affaires Etrangères qui avait également été le collaborateur immédiat de mon mari. Il paraît qu'il avait été tué pendant la nuit.

Depuis quelques mois la MINUAR avait mis à la disposition de mon mari une garde rapprochée composée des casques bleus belges. Vers 7h30 du même jour. ils ont appelé mon mari et lui ont appris que Monsieur Landouald Ndasingwa, alors ministre du Travail et des Affaires Sociales venait d'être assassiné. « Nous croyons que les massacres politiques ont commencé, les tueurs vont probablement venir ici; nous allons vous évacuer vers un endroit plus sur », ont-ils dit à mon mari.

Au moment où nous prenions quelques effets pour partir avec les casques bleus, le futur premier Ministre du Gouvernement de Transition élargi au FPR a téléphoné à mon mari. Il lui a dit qu'il venait de parler avec M Nzamurambaho Frederic alors ministre de l'Agriculture et de l'Elevage et que celui-ci lui avait dit que militaires de la garde présidentielle entraient à ce moment même chez lui, qu'ils venaient sûrement le tuer. M Félicien Ngango, 1er Vice-Président du PSD et candidat à la Présidence de l'Assemblée Générale élargie au FPR était avec lui. Il avait passé la nuit chez M. Frédéric Nzamurambaho car au moment où l'avion du président avait été abattu il était là et n'avait pas pu rentrer chez lui. Ces deux hommes ont été assassinés ce Jour-là.

Apres cette communication téléphonique, les casques bleus nous ont priés de monter dans leur camion ils nous ont couverts de bâches pour qu'aux barrages, les assaillants ne se doutent que ce camion transporte des personnes. Quand les casques bleus nous ont débarrassés des bâches et qu'ils nous ont dit que nous étions arrivés à destination, nous avons constaté que nous étions à l'ETO (Ecole Technique Officielle de Kicukiro), école tenue par les Pères salésiens et se trouvant à un ou deux kilomètres de notre résidence. C'était là que se trouvait le détachement des casques bleus belges de la MINUAR.

Dans cette école, il y avait déjà quelques réfugiés, ils ont poussé un soupir de soulagement quand ils nous ont vus arriver, ils croyaient que nous étions déjà morts. Les Pères Salésiens étaient également contents de nous revoir en vie. Au fur et à mesure que la journée avançait, les personnes fuyant les massacres affluaient nombreux à l'école, ils nous disaient que les militaires et les miliciens du MRND-CDR s'en prenaient aux Tutsi et aux adhérants des partis politiques de l'opposition.

Le 8 avril 1994, les réfugiés continuaient à affluer. Un désespoir profond se lisait sur leurs visages car ils avaient échappé de justesse à la mort et que beaucoup des leurs avaient été sauvagement assassinés. Ils racontaient l'horreur dont ils avaient été témoins: « Les miliciens se servent de tout ce qui leur tombe sous les yeux: les couteaux, les machettes les pierres etc... Certaines victimes supplient les tueurs de les fusiller, ce que ceux-ci refusent de faire et ne l'acceptent que si les victimes leur achètent des balles. » Certaines victimes achetaient donc les armes dont les miliciens se servaient pour les tuer.

Le 9 avril 1994 les casques bleus ont commenc_ à organiser l'évacuation des expatriés à partir de Kicukiro. Mon mari a demandé que nous soyons également évacués. Un des chefs lui a dit que ça ne le dérangeait pas de le faire. Cependant le chef de l'évacuation à partir de Kicukiro a catégoriquement refusé. Les autres réfugiés étaient consternés par ce refus, ils ont supplié les casques bleus d'évacuer au moins mon mari, ce chef a continué à refuser; il s'est catégoriquement opposé à l'évacuation de notre famille.

A un moment donné, il a fléchi et a dit à mon mari: « Je veux bien vous évacuer, mais je ne veux pas que vous entriez dans aucun des véhicules occupés par les expatriés. Débrouillez-vous pour trouver une voiture dans laquelle vous mettrez votre famille. Vous conduirez vous-même cette voiture et vous vous placerez derrière le cortège jusqu'à l'aéroport, mais ce n'est pas sûr que nous pourrons vous protéger » Mon mari lui a alors demandé que les casques bleus aillent chercher notre voiture qui se trouvait chez nous; notre maison se trouvait à cinq minutes de l'école. Il a refusé. Pourtant on voyait les casques bleus sortir de l'école et revenir avec des expatriés qu'ils allaient rechercher dans leurs quartiers de résidence

Ce chef a alors dit à mon mari - "Nous ne pouvons pas prendre le risque d'emmener avec nous, un ministre d'un parti d'opposition, qu'il soit du gouvernement de Dismas Nsengiyaremye [1]d'Agathe Uwilingiyimana ni du futur gouvernement élargi au FPR". Par ces paroles, ce responsable militaire venait de condamner mon man à mort. Celui-ci lui a répondu: « Si vous ne voulez pas me protéger ramenez-moi à la maison que je meure chez moi » Le militaire a refusé.

Le 11 avril 1994 les expatriés se sont regroupés pour partir. Un père salésien, (le père léon qui avait dit qu'il n'abandonnerait pas les réfugiés de Kicukiro était également prêt à partir. Nous nous sommes sentis trahis, si les autres religieux et les casques bleus avaient convaincu ce prêtre de partir avec eux, c'est qu'ils allaient nous abandonner sans défense .

C'est d'ailleurs à ce moment que le père directeur de l'ETO a demandé à ceux qui occupaient les chambres individuelles de les dégager. Je lui ai demandé pourquoi, il m'a dit que la MINUAR allait y installer son Etat Major. Je suis restée sceptique, néanmoins je suis allée avertir mon mari qui ne sortait presque jamais de sa chambre. Mon mari est sorti et a demandé au prêtre ce qui se passait. Celui-ci lui a dit : "Les chambres doivent être dégagées, cependant des militaires français sont venus aider les casques bleus belges à nous évacuer, allez leur demander s'ils peuvent vous prendre avec eux ".

[1] M Nsengiyarmye D ; Premier ministre rwandais, d'avril 1992 à juillet 1993
Mme Uwilingiyimana A : Premier ministre rwandais , de juillet 1993 à avril 1994

Mon mari s'est dirigé vers le groupe où se trouvait le chef des militaires français, il s'est présenté et lui a demandé si les militaires français pouvaient l'évacuer. Ce militaire a dit que cela ne posait aucun problème. « Nous allons vous conduire auprès de l'Ambassadeur français, là vous serez en sécurité. » Il avait à peine terminé cette phrase que le chef militaire belge s'est interposé et a dit au Français "Si vous prenez œ type avec vous, vous aurez des problèmes".

Le chef des militaires des français a dit qu'il allait réfléchir. Mais quand deux heures plus tard mon mari lui a reposé la question, il l'a regardé dédaigneusement sans dire aucun mot. Pourtant les Français ne risquaient pas d'avoir des ennuis ni avec les miliciens ni avec les militaires rwandais, c'était d'ailleurs pour cela qu'ils étaient venus escorter les militaires belges.

Le même jour tous les prêtres, les religieux et les civils expatriés ont été évacués tandis que plus de 2.000 personnes, traquées par les miliciens et les militaires de la garde présidentielle, étaient abandonnées. Des mois plus tard, j'ai appris que toutes ces personnes avaient été conduites au mont Nyanza, (situé au-dessus de Kicukiro), qu'ils qu'ils avaient été massacrés aux couteaux aux machettes et aux grenades.

1.3. Mort de Monsieur Ngulinzira

Après le départ des privilégiés qui avaient droit à l'évacuation, nous avons vu revenir les casques bleus belges et les militaires français Toutes les jeeps et les camions des casques bleus se sont rangés les uns derrière les autres. Ma fille ainée est allée appeler mon mari qui était à l'intérieur, dans le hall de « notre ancien dortoir et lui a dit ~ Papa, la MINUAR nous abandonne Quand la colonne des véhicules marqués de ~ UN, UNAMIR ~ s'est ébranlée, les réfugiés ont couru derrière devant ou à côté de ces véhicules en pleurant. Ils disaient: « Ne nous abandonnez pas. Les miliciens vont nous tuer Les militaires de Habyalimana n'attendent que cela. Sauvez-nous Ne nous abandonnez pas ». Je m'étais accrochée à une des Jeep et je pleurais comme tout le monde. Je disais: « Ainsi vous nous abandonnez ! Je vous en prie, sauvez-nous. Ne partez pas. Nous allons tous être tués. Les casques bleus ont alors tiré en l'air, croyant qu'ils tiraient sur nous, nous nous sommes éparpillés en tous sens.

Mon mari, lui, n'avait pas bronché. Quand il a vu que je revenais, il est venu vers moi et m'a dit: « Partons d'ici. » Je lui ai dit: "Où allons-nous aller ? Les miliciens nous attendent probablement à la sortie de l'école et sur la route qui mène à la maison." I1 m'a dit: "Je ne peux pas attendre que les militaires et les miliciens viennent me tuer ici".

Nous avons alors traversé l'ETO dans le sens contraire de la sortie. Nous nous sommes fait une brèche dans la clôture et nous nous sommes dirigés vers le quartier de Kagarama. En chemin, nous avons été arrêtés par des miliciens qui nous ont pris argent, montres et bracelets. Ils nous ont conduits dans l'enclos d'un milicien de ce quartier. Une heure après notre arrestation, six militaires de la garde présidentielle sont venus et ont emmené mon mari, je ne l'ai plus revu. Jusqu'à ce jour, je ne sais pas comment il est mort, ni où il est mort

Quelques jours plus tard; j'ai appris sa mort par la RTLM (Radio Télévision des Mille Collines), voix macabre des génocidaires. Le journaliste de cette radio déclarait: « Nous avons

exterminé tous les complices du FPR Monsieur Ngulinzira Boniface n'ira plus à Arusha vendre le pays au profit du FPR. Monsieur Kavaruganda ne pourra plus faire prêter serment aux complices du FPR. Les Accords d'Arusha ne sont plus que des chiffons de papiers comme l'avait prédit notre papa Habyarimana.»

Depuis que nous étions à l'ETO, un haut militaire de l'armée rwandaise (le Colonel Rusatira), que nous croyions être notre ami, venait à l'ETO tous les jours. Le premier jour, il a demandé à mon mari comment il voyait la situation. Celui-ci lui a répondu: « La meilleure solution c'est d'appliquer les Accords de Paix d'Arusha: le premier ministre du futur gouvernement (M. Twagiramungu Faustin) et le président de la Cour Constitutionnelle (M. Kavaruganda Joseph) sont vivants, les futurs députés sont connus. Il ne reste qu'à installer un nouveau gouvernement et une nouvelle assemblée quant au nouveau président de la République d proviendra du parti MRND conformément aux clauses prévues par les Accords de Paix d'Arusha.

Mon mari ne savait pas encore que M.Kavaruganda Joseph, président de la cour de Cassation et de la Cour Constitutionnelle, avait été assassiné le 7 avril.

La situation s'empirait de jour en jour, nous avons demandé à ce haut militaire de nous aider d'autant plus que les casques bleus belges avaient refusé de nous évacuer. Ce ne sont pas les moyens ni les possibilités qui lui manquaient puisqu'il faisait partie du comité de crise installé après la mort du président Habyalimana. "Vous êtes en sécurité ici" nous a-t-il dit tout simplement. Il a dit la même chose à plusieurs des réfugiés qui étaient là. Et il a ajouté: "D'ailleurs Je vais amener ma mère ici car je commence à sentir la menace peser sur elle." Sa mère n'est jamais venue à l'ETO".

Des mois plus tard, j'ai appris qu ce haut officier rwandais venait à l'ETO pour confier aux casques bleus belges de la MINUAR, des gens à évacuer; ces gens étaient nommés [2]« Le colis Rusatira ». Si le colonel Rusatira nous croyait en sécurité à l'ETO, pourquoi recommandait-il certains de ses amis aux casques bleus ? Pourquoi la MINUAR refusait-elle de protéger certaines personnes et acceptait-elle les colis de ce haut militaire qui pouvait influer positivement sur l a situation en cours au Rwanda ?

2. Responsabilités

Depuis le 11 avril 1 994, Je ne cesse de me poser des questions:

1 - Mon mari a été assassiné parce que les casques bleus belges ont refusé de l'évacuer. Pourtant ils savaient qu'il était l'un des hommes les plus menaces. Pourquoi l'ont-ils déplacé de sa résidence pour l'abandonner aux mains sanguinaires des extrémistes du régime Habyalimana ?

2.- Pourquoi les casques bleus belges ont-ils accepté que plus de 2000 réfugiés entrent à l'ETO (Ecole Technique Officielle de Kicukiro) pour les laisser ensuite seuls, à la merci des militaires et des miliciens du MRND-CDR ?

[2] cfr. « Rwanda, 7 avril 1994 : 10 commandos vont mourir , alexandre Goffin » , page 133

3 - La Belgique est un pays démocratique, respectant les droits de l'homme, c'est un pays lié historiquement au Rwanda. Pourquoi a-t-elle décidé d'abandonner le peuple Rwandais au moment où celui-ci avait le plus besoin d'elle ? Ne savait-elle pas que son attitude vis-à-vis du peuple rwandais allait influencer celle de toute la communauté internationale ?

4 - Que signifie l'expression utilisée souvent par des hommes politiques: ˆ l'amitié entre les peuples ? L'ami n'est-il pas celui qui vous soutient dans le malheur ?

5 - La Belgique est un des pays qui souhaitaient le retour du multipartisme et de la paix au Rwanda. Elle avait assisté aux Négociations de Paix le Gouvernement Rwandais et entre le FPR, du début à la fin, elle souhaitait que ces accords soient mis en application. Pourquoi a-t-elle laissé massacrer un à un tous les hommes qui s'étaient donnés corps et âme pour le retour de la paix et l'avènement d'une vraie démocratie au Rwanda ? Les miliciens et les militaires n'ont-ils pas commencé par massacrer ces hommes pour que ceux-ci ne puissent pas s'opposer à leur plan macabre préparé de longue date ?

Fait à Bruxelles le 16 février 1996

MUKESHIMANA Florida

épouse de M. NGULINZIRA Boniface, Ancien Ministre Rwandais des Affaires Etrangères et de la Coopération, qui négocia les Accords de Paix d'Arusha avec le FPR.